



## Journal de la société des océanistes

158-159 | 2024

Souverainetés autochtones. À travers l'Océanie, au-delà de l'État

---

Étudiants du Pacifique

É

:  
ce qui les détourne de la documentation  
linguistique

Marie-France Duhamel

---



### Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/jso/16286>

ISSN : 1760-7256

### Éditeur

Société des océanistes

### Édition imprimée

Date de publication : 15 septembre 2024

Pagination : 211-216

ISBN : 978-2-85430-146-5

ISSN : 0300-953X

### Référence électronique

Marie-France Duhamel, « Étudiants du Pacifique : ce qui les détourne de la documentation linguistique », *Journal de la Société des Océanistes* [En ligne], 158-159 | 2024, mis en ligne le 28 août 2024, consulté le 10 octobre 2024. URL : <http://journals.openedition.org/jso/16286>

---

Ce document a été généré automatiquement le 10 octobre 2024.



Le texte seul est utilisable sous licence CC BY-NC-ND 4.0. Les autres éléments (illustrations, fichiers annexes importés) sont « Tous droits réservés », sauf mention contraire.

---

# Étudiants du Pacifique : ce qui les détourne de la documentation linguistique

Marie-France Duhamel

---

## Introduction

Linguiste de terrain en Océanie et néozélandaise, je partage l'opinion de nombreux collègues selon laquelle le nombre de locuteurs du Pacifique qui décrivent et documentent leur propre langue doit augmenter considérablement. J'expose ici mon point de vue sur les obstacles au développement de telles capacités, sur la base de ce que j'ai observé alors que j'enseignais la linguistique aux étudiants des nations du Pacifique anglophone, à l'Université du Pacifique Sud de Fidji.

Les langues sur lesquelles peu ou aucun travail descriptif n'a été fait sont souvent désignées par les appellations « langues orales » ou « langues minoritaires » : langues orales, parce que sans orthographe établie – quoique bien souvent écrites par leurs locuteurs alphabétisés –, et langues minoritaires parce que parlées par un petit nombre de locuteurs, ou par des communautés de moindre présence culturelle, politique ou économique, sur la scène internationale. Le travail de description et de documentation est réalisé par des linguistes en collaboration avec les locuteurs de ces langues.

Dans sa forme la plus fondamentale, la description linguistique consiste à analyser la structure d'une langue telle qu'elle est parlée et à déterminer les règles qui régissent la façon dont elle est parlée : ses sons, ses mots et leurs significations, les constructions

des phrases. Dans sa forme optimale, une telle étude envisage également les variations linguistiques en fonction des contextes sociaux (qui parle comment, quand et où), identifie la langue originelle, investigate les changements linguistiques, historiques et contemporains, et explore les apports des autres langues. Ces descriptions peuvent être utiles aux communautés, car une langue représente souvent, pour ses locuteurs, un patrimoine culturel précieux. En effet, les particularités lexicales et grammaticales peuvent recéler des traces de l'histoire d'un peuple, et encoder des pratiques et savoirs qui lui sont propres. La langue est aussi souvent le véhicule de pratiques artistiques orales telles que la poésie et le chant. Dans de nombreuses régions du monde, c'est aussi un marqueur identitaire important que ces groupes tiennent à préserver. Pourtant, si le travail de documentation et de description linguistique est indispensable au maintien et à l'enseignement des langues minoritaires, il est cependant rarement évoqué ou compris par les médias et le grand public.

## L'enseignement supérieur dans la région Pacifique

La région Pacifique est linguistiquement très diverse et les nombreuses universités locales ne sont pas sans savoir qu'un grand nombre de langues de notre région sont menacées de disparaître. Ces institutions se trouvent non seulement dans les plus grands États de la région (Australie, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Aotearoa/Nouvelle-Zélande), les États et territoires des États-Unis (Hawaïi et les Samoa américaines) et les dépendances de la France (Nouvelle-Calédonie et Polynésie française), mais également dans les petits États insulaires des zones géographiques de Mélanésie, Polynésie et Micronésie. Ces institutions sont financées en partie par le gouvernement du pays, par des organismes internationaux ou privés et, pour les universités administrées selon le modèle de l'anglosphère, en partie par les étudiants eux-mêmes. Pour ce qui est des institutions néozélandaises, sur lesquelles je me concentrerai puisque celles-ci me sont particulièrement familières, le gouvernement néozélandais ne contribue qu'à 42 % de leur coût (Universities NZ – Te Pōkai Tara, 2024). Ces universités sont des entreprises, l'éducation est leur marchandise et les étudiants/consommateurs prennent à leur charge 28 % des coûts. En comparaison, conformément à ce qui semble courant en Europe où les gouvernements assurent la plupart des coûts de l'enseignement supérieur (European Commission, 2023), 67 % du coût des universités publiques françaises sont couverts par l'État français, auxquels s'ajoutent 10 % pris en charge par des autorités locales, et 20 % répartis entre les entreprises et résidents locaux, le coût pour les étudiants reste donc très modéré.

Les institutions d'enseignement supérieur de la région Pacifique savent l'importance du travail de documentation linguistique, qui permet d'endiguer la disparition des langues minoritaires, ainsi que celle des connaissances, pratiques, et richesses intellectuelles qu'elles véhiculent. Cependant, ce domaine est de plus en plus délaissé par ces institutions, particulièrement dans le cas des universités de Aotearoa/Nouvelle-Zélande. En effet, ces deux dernières décennies, l'attention des départements de linguistique s'est largement focalisée sur l'enseignement de l'anglais aux étudiants étrangers, et cela au détriment du travail linguistique sur les langues océaniques. Le sous-financement chronique des établissements d'enseignement supérieur néozélandais depuis la fin du siècle précédent est à l'origine de ce changement

d'orientation, qui pousse les universités à favoriser rentabilité et profit, au détriment de leur fonction principale de soutien à la recherche, à l'innovation, à la cohésion et à la justice sociale. Dans cette vision à court terme, l'enseignement et la recherche en sciences humaines et sociales sont jugés peu rentables. Les études supérieures sont payantes et chères en Aotearoa/Nouvelle-Zélande et les étudiants venant de l'étranger paient en moyenne cinq fois plus que les étudiants nationaux. L'enseignement de l'anglais à des étudiants étrangers non-anglophones se révélant particulièrement lucratif<sup>1</sup>, il a largement pris le pas sur la documentation des langues des pays du Pacifique, désormais parent pauvre de la linguistique.

## Demande de décolonisation et d'indigénisation de la recherche

Par ailleurs, depuis quelques années, nous observons dans notre région du Pacifique, et au-delà, une augmentation des travaux qui soulignent un besoin de décolonisation et d'indigénisation de la recherche et de la linguistique (Enari *et al.*, 2024 ; Hudley, Mallinson & Bucholtz, 2024 ; The Indigenous Alliance for Linguistic Research, 2021-2022). Les auteurs de ces travaux, pour la plupart des universitaires, sont originaires du Pacifique, d'Australie ou des États-Unis, certains sont locuteurs de langues minoritaires ou travaillent sur celles-ci et leurs sociétés. L'appel à une implication accrue des locuteurs dans les études sur les langues minoritaires n'est pas un fait nouveau et il s'agit d'une requête que l'on retrouve dans les travaux de la plupart des linguistes de terrain. Hudley, Montoya, Mallinson et Bucholtz soulignent en effet que, au sein de la discipline linguistique, la documentation linguistique, l'anthropologie linguistique et la sociolinguistique sont à l'avant-garde pour « assumer cette responsabilité de décolonisation de la discipline » (Hudley *et al.*, 2024 : 3). Dans sa plus simple forme, cette demande de décolonisation et d'indigénisation s'articule ainsi : « On doit regretter que les Océaniens soient encore laissés à leur rang d'informateurs et que trop peu de jeunes diplômés soient impliqués dans l'étude de leurs propres sociétés » (Aufrey, 2012 : 77). Cependant, le groupe d'universitaires océaniens (Enari *et al.*, 2024), ainsi que plusieurs intervenants du groupe de travail *Spinning a better yarn : decolonising linguistics* (« Tisser une meilleure histoire : décoloniser la linguistique ») demandent à questionner les idéaux qui sous-tendent la recherche en Australie et Océanie. Pour ces auteurs, il faut repenser et développer de nouveaux modèles et pratiques dans la recherche (Enari *et al.*, 2024) et en linguistique (The Indigenous Alliance for Linguistic Research, 2021-2022), qui soient fondés sur les paradigmes, valeurs et savoirs des sociétés autochtones. On notera en particulier l'intervention du Dr Alpheaus Graham Zobule dans le groupe de travail *Spinning a better yarn*. Locuteur de la langue Luqa des îles Salomon, il a créé une métalangue en Luqa afin qu'il puisse, ainsi que les autres locuteurs, étudier leur langue.

## L'Université du Pacifique Sud

Dans cette optique, et puisque je travaille moi-même sur les langues du Pacifique, j'ai accepté en 2023 un poste d'enseignante en linguistique à l'Université du Pacifique Sud (USP) de Suva, capitale des îles Fidji (photo 1). J'avais dans l'idée que ce poste à l'USP me permettrait de contribuer au renforcement des capacités des linguistes du Pacifique à

travailler sur leurs langues maternelles. L'USP, créée en 1968, attire les étudiants des nations anglophones de la région Pacifique. Elle comporte de nos jours 14 campus répartis dans ses 12 pays membres : les îles Cook, Fidji, Kiribati, les îles Marshall, Nauru, Niue, les îles Salomon, Tokelau, Tonga, Tuvalu, Vanuatu et Samoa. L'enseignement se fait en anglais, en présentiel ou distanciel. Les principales disciplines enseignées sont le droit, les sciences, les sciences environnementales, le commerce et tourisme, les arts et cultures du Pacifique, les sciences politiques et sociales, la communication et l'informatique. Réputée dans la région Pacifique, l'USP voit cependant son nombre d'étudiants progressivement diminuer, en partie en raison des nombreuses universités qui ont vu le jour dans les États insulaires d'Océanie. Il existe notamment deux autres universités à Fidji ; au Vanuatu, l'Université nationale du Vanuatu, créée en 2020, est bilingue et attire les étudiants vanuatais francophones et anglophones ; les îles Salomon et les îles Samoa ont également chacune leur université nationale.

Photo 1. – Salle d'examen de fin d'année installée sur la scène des arts du spectacle du centre Oceania, au sein du campus usp de Suva



(cliché Marie-France Duhamel)

Dans les cours que j'ai dispensés à l'USP, nous avons discuté de l'histoire du peuplement de la région Pacifique, du multilinguisme et de la diversité linguistique, et nous avons comparé la structure des nombreuses langues parlées en Océanie. Ce fut une expérience intéressante à bien des égards, mais surtout en raison de la provenance des étudiants de cette université. Tāmaki Makaurau/Auckland<sup>2</sup>, où j'étudiais et enseignais précédemment, est la plus grande ville néozélandaise (1,6 million d'habitants en 2017). Cette ville comporte une très forte communauté du Pacifique et pourtant la participation d'étudiants Pasifika<sup>3</sup> dans le supérieur reste faible. À l'Université du Pacifique Sud de Suva, au contraire, les étudiants à qui j'enseignais venaient essentiellement des îles Salomon, de Vanuatu, de Kiribati, des Tonga, de Tuvalu, des îles Cook, de Samoa et de Fidji. Ces étudiants bénéficient pour la plupart d'une bourse, délivrée par le gouvernement de leur pays ou par des organismes internationaux. Pour certains, il s'agissait de leur première expérience hors de leur pays et en compagnie d'une diversité de personnes avec lesquelles ils partagent une parenté culturelle et linguistique, puisque descendants des peuples de culture Lapita. J'ai été particulièrement frappée par la confiance sereine de ces étudiants dans leur identité et

leur héritage culturel, qui contraste avec la lutte constante menée par les diasporas du Pacifique de Aotearoa pour la préservation de leurs cultures et de leurs langues.

Au cours de mon expérience à l'USP, j'ai réalisé la difficulté d'accroître le nombre de linguistes au sein des communautés de langues minoritaires et de décoloniser la linguistique océanienne. Il ne s'agit pas d'un manque de motivation, de compétences ou d'intérêt pour ce travail de la part des étudiants, mais d'un effet des circonstances dans lesquelles ceux-ci poursuivent leurs études. La grande majorité des étudiants de l'USP bénéficie d'une bourse sans laquelle il leur serait impossible de poursuivre des études supérieures. Ces bourses et leurs études constituent une occasion unique d'améliorer leur situation individuelle et de contribuer à renforcer celle de leur communauté. Il est donc logique et légitime qu'ils se tournent en priorité vers des études pouvant déboucher sur des carrières potentiellement lucratives qui offrent une opportunité de favoriser leur bien-être et celui de leur communauté. Ainsi, les études préparant aux carrières de l'informatique, le commerce, les sciences et le droit sont-elles les privilégiées. Ces étudiants ne font en cela que suivre la tendance qui s'observe dans nos sociétés aisées où les sciences humaines et sociales, c'est-à-dire les disciplines qui nous préparent le mieux à penser un monde en mutation, sont fortement dévalorisées. Comment espérer que des étudiants du Pacifique qui n'ont pas notre aisance économique puissent choisir de travailler sur leurs langues<sup>4</sup>, alors que les universités de notre région dévaluent ce travail et réduisent considérablement la liberté académique des linguistes occidentaux au point qu'eux-mêmes se trouvent dans l'impossibilité de continuer de documenter ces langues ? En effet, les établissements d'enseignement supérieur d'Aotearoa montrent peu d'intérêt pour la documentation et la description des langues de notre région. Il existe encore des financements pour la recherche dans ce domaine en Europe, aux États-Unis et en Australie, mais presque rien à Aotearoa, un fait plutôt déroutant pour cette nation relativement riche du Pacifique. On prendra pour exemple l'Université d'Auckland, où les postes laissés vacants par des experts en linguistiques océaniques n'ont pas été remplacés et où le département de linguistique s'est considérablement réduit en 20 ans. Il est aussi remarquable que, sur leurs sites internet, les départements de linguistique des universités néozélandaises mettent en avant les nombreuses applications de la linguistique mais font rarement mention de la linguistique documentaire. Je pense qu'on peut voir dans ces exemples que la documentation des langues minoritaires de notre région n'est pas une priorité de la linguistique en Aotearoa/Nouvelle-Zélande.

Les étudiants des nations du Pacifique vont là où ils voient un avantage économique<sup>5</sup> et ils ont bien compris qu'il n'y en a pas à travailler sur les nombreuses langues de notre région. Par conséquent, à moins que nos institutions ne modifient leurs priorités, je doute que les locuteurs du Pacifique souhaiteront passer du temps à se former à la description et à la documentation de leur langue. Et cela, même s'ils sont motivés et comprennent la nécessité et les avantages à long terme pour leur communauté, et notre région, de décrire ces langues dans le but de documenter et préserver l'histoire, l'autonomie et l'identité de leur communauté.

Les études des langues et cultures du Pacifique sont proposées par les institutions néozélandaises<sup>6</sup> et, tous les ans, le ministère des Peuples du Pacifique consacre une semaine à chacune des langues parlées par les diasporas des nations du Pacifique en Aotearoa/Nouvelle-Zélande (Ministry for Pacific Peoples, 2024). Cependant, mettre l'accent sur l'enseignement et la revitalisation des langues déjà documentées n'est pas

suffisant, il faut aussi orienter les financements et les efforts de recherche vers les langues non-documentées, afin que leur enseignement et leur revitalisation puissent avoir lieu.

---

## BIBLIOGRAPHIE

- AUFRAY Michel, 2012. Les littératures océaniques : Communiquer, parler, raconter. Le rat et le poule, vol. 1, Académie des Langues Kanak/INALCO.
- ENARI Dion, Jacoba MATAPO, Yvonne UALESI, Radilaite CAMMOCK, Hilda PORT, Juliet BOON, Albert REFITI, Inez FAINGA'A-MANU SIONE, Patrick THOMSEN & Ruth FALEOLO, 2024. Indigenising research: Moanaroo a philosophy for practice, *Educational Philosophy and Theory* 1-10. DOI : <https://doi.org/10.1080/00131857.2024.2323565>
- EUROPEAN COMMISSION, 27/11/2023. France–Higher education funding. Eurydice. Online: <https://eurydice.eacea.ec.europa.eu/national-education-systems/france/higher-education-funding>
- GOUNDER Farzana, Nikhat SHAMEEM & Jennifer KHAN-JANIF (eds), 2023. *Khatta Mittha Bāt*, The University of Fiji Press.
- HUDLEY Anne H. Charity, Christine MALLINSON & Mary BUCHOLTZ (eds), 2024. *Decolonizing Linguistics*, Oxford, Oxford University Press.
- HUDLEY Anne H. Charity, Ignacio L. MONTOYA, Christine MALLINSON & Mary BUCHOLTZ, 2024. Introduction, in A. H. C. Hudley, C. Mallinson & M. Bucholtz (eds), *Decolonizing Linguistics*, Oxford University Press, pp. 1-22.
- MINISTRY FOR PACIFIC PEOPLES, 2024. Pacific Language Weeks. Online: <https://www.mpp.govt.nz/programmes/pacific-language-weeks/>
- THE INDIGENOUS ALLIANCE FOR LINGUISTIC RESEARCH, 2021-2022. *Spinning a Better Yarn: decolonising linguistics*. Online: <https://www.youtube.com/channel/UCAPSm4ftmOW7FfxhvMN5OLA>
- UNIVERSITIES NZ – TE PŌKAI TARA, 2024. How NZ universities are funded. Online: <https://www.universitiesnz.ac.nz/about-university-sector/how-nz-universities-are-funded>

## NOTES

1. Les études supérieures coûtent entre 7 000 et 17 000 dollars néozélandais (4 000 et 9 700 euros) en licence pour les étudiants néozélandais, et cinq fois ce montant pour les étudiants internationaux : <https://www.universitiesnz.ac.nz/dates-and-fees>
2. Tāmaki Makaurau est le nom māori de la ville d'Auckland. Depuis la fin du siècle dernier, de nombreux lieux ont repris leur nom māori, ou s'en sont attribué un, en Aotearoa/Nouvelle Zélande.
3. J'emploie ce terme dans le sens de résident néozélandais qui porte un héritage pacifique.

4. Le jeune âge des étudiants et leur confiance dans leur héritage culturel commentée plus haut peuvent être considérés comme des facteurs supplémentaires de désintérêt pour la linguistique documentaire.
5. Selon l'adage traduit du Fiji Baat, le koinè parlé par la communauté fidjienne d'héritage indien : "*Jidhre barre udhre tápe, you go where you see the benefits*" (Gounder, Shameem & Khan-Janif, 2023 : 105).
6. Par exemple : Université d'Auckland : <https://www.auckland.ac.nz/en/study/study-options/find-a-study-option/pacific-studies.html> ; Université de Waikato :